

Calais : contre les expulsions destructrices

Il n'y a pas d'étranger sur cette terre !

A Calais, les autorités préparent la destruction des cabanes où survivent 9000 personnes. C'est pourtant précisément à cet endroit que les mêmes autorités ont décidé de parquer ces gens en 2015, le plus loin possible de la vie de la cité, tolérant explicitement la construction de ces abris. Malgré les conditions de vie extrêmement difficiles, les exilé-e-s se sont organisé-e-s individuellement et collectivement. Une vie sociale s'est développée, aujourd'hui menacée, sans autre solution que l'errance.

La recrudescence de ces expulsions/destructions ces derniers mois est le signe de l'échec patent des politiques d'inhospitalité mises en place par l'État et certains élus locaux à l'encontre des migrant-e-s. Nous le savons par expérience : les expulsions des lieux de vie n'ont jamais eu d'autres conséquences que d'aggraver la précarisation des personnes expulsées qui perdent leurs effets personnels, sont dispersées et condamnées, plus fragilisées encore, à errer à la recherche d'un nouvel abri. Sans concertation ni solutions adaptées, la destruction des abris détruit aussi un réseau social.

Enfin, les discours qui accompagnent ces destructions cristallisent et encouragent les réactions xénophobes. Ces destructions sont irrespectueuses des personnes qui passent mais aussi de celles qui restent, en transformant la question de l'accueil en problème et en faisant croire qu'il suffit de détruire des abris pour régler ce problème.

Il est urgent de remettre en cause cette politique systématique d'expulsion qui n'a aucun sens.

Les organisations signataires partisans de l'ouverture des frontières demandent :

- un moratoire sur les expulsions et destructions d'abri, tant que des solutions adaptées ne seront pas réfléchies,
- que les mineurs isolés qui veulent rejoindre leur famille en Grande Bretagne puissent réaliser leur souhait,
- l'accueil de tou-te-s les réfugié-e-s qui fuient la guerre, la misère, la faim, la sécheresse, les inondations, les dictatures, dans des conditions respectueuses de leur dignité (logement, travail, santé, éducation)

Rassemblement

mardi 25 octobre de 18h00 à 19h00

Place saint sever

Collectif de défense des libertés fondamentales : AFPS (Association France palestine Solidarité), ATTAC, CREAL (Comité de Réflexion et d'Action Laïque 76), DAL (Droit au Logement), Ensemble!, FSU (Fédération Syndicale Unitaire), LDH de Rouen (Ligue des droits de l'homme), Nouveau Parti Anticapitaliste, Ras'l'Front Rouen, SGEN-CFDT Haute Normandie, SAF (Syndicat des avocats de France),...

et : Alternative Libertaire, ASTI (Association de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés), Cimade (Collectif Inter Mouvement Auprès des Evacués), Gauche Révolutionnaire, GREF (Groupement des éducateurs sans frontière), Pastorale des migrants, RESF (Réseau Education Sans Frontières), ...